

**Document de Travail<sup>1</sup>**  
(Version originale : anglais)

**Table ronde 1: *La mobilité humaine et le bien-être des migrants***

**Table ronde, session 1.1 :**

***Les partenariats comme moyen de promotion de l'inclusion et de protection des droits de l'homme de tous les migrants afin de tirer pleinement profit des avantages de la migration***

**Introduction**

Le présent document d'information vise à examiner la situation des droits de l'homme des migrants, tout particulièrement ceux des enfants, qu'ils soient accompagnés ou non, et des femmes, en mettant l'accent sur les défis auxquels sont confrontés les migrants pendant leur parcours<sup>i</sup>. Cet examen portera sur les pays d'origine, de transit, de destination et de retour en suivant quatre thématiques : a) la violence et les traumatismes ; b) la santé physique et mentale des migrants ; c) l'accès à un travail décent et d) la détention<sup>ii</sup>. Par des exemples de bonnes pratiques détaillés dans l'annexe, le document cherche en outre à cerner des possibilités de partenariats à tous les niveaux et avec toutes les parties prenantes concernées, qui pourraient relever les défis auxquels les migrants sont confrontés en termes de droits de l'homme. Si les États sont en droit de contrôler le flux des migrants vers et sur leur territoire, ils doivent cependant exercer leur souveraineté conformément aux normes prévues par le droit international. En matière de migration, les lois et les politiques qui respectent et promeuvent les droits de l'homme pour tous les migrants servent, *in fine*, les intérêts des États autant que des migrants.

**Enjeux et politiques envisageables**

Le parcours des migrants : du pays d'origine aux pays de transit et de destination

Les tendances actuelles de mobilité sont de plus en plus complexes. Aujourd'hui, la migration est rarement un processus simple où le départ du pays d'origine serait suivi de peu par l'arrivée dans le pays de destination. Pour nombre de migrants, le parcours vers leur destination initiale peut prendre des semaines, des mois voire des années. La route, les moyens de transport et même la destination prévue au départ peuvent changer au fil des étapes du parcours.

Les conditions qui poussent à entreprendre une migration précaire et dangereuse sont susceptibles d'apparaître dans le pays d'origine, lorsque la pauvreté, les discriminations, les violence physiques et sexuelles, l'oppression à l'égard d'une communauté, l'inégalité entre les sexes, l'absence ou la difficulté d'accès à un emploi productif et à un travail décent, à l'éducation et/ou au système de santé ainsi que l'aspiration à la réunification familiale,

---

<sup>1</sup> Le présent document a été élaboré par le **groupe de travail sur le sexe, la famille et les femmes du Groupe mondial sur la migration (GMM)**. Ont également contribué à la préparation de ce document les **coprésidents de la TR 1.1**, *Le Salvador et les Philippines*, ainsi que les **membres de l'équipe de la TR**, *l'Algérie, le Cameroun, les Comores, Chypre, l'Équateur, les États-Unis, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, l'Indonésie, l'Italie, le Kenya, le Mexique, les Pays-Bas, le Panama, le Saint-Siège, la Thaïlande, Trinité-et-Tobago et la Tunisie*. Des **partenaires non gouvernementaux** y ont également contribué, à savoir *l'Action ACP-UE pour la migration, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), la Banque mondiale, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation internationale sur la migration (OIM) et le Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD)*. Le présent document a pour objectif d'informer et de stimuler le débat de la Table ronde 1.1 lors de la réunion au sommet du FMMD qui se tiendra en Turquie en octobre 2015. Il n'est pas exhaustif dans son approche et ne reflète pas nécessairement les points de vue des organisateurs du FMMD ni ceux des gouvernements ou des organisations internationales impliqués dans le processus du FMMD.

entre autres causes, poussent les gens, y compris les enfants accompagnés et non accompagnés, à quitter leur terre natale et leur communauté.

Face au manque de ressources financières et matérielles, certains migrants se voient souvent forcés de contracter des dettes accablantes pour financer leur migration ou se font séduire par des recruteurs peu scrupuleux qui leur promettent des emplois fictifs à l'étranger. Il peut arriver qu'ils aient à emprunter des moyens de transport périlleux pour atteindre leur destination. Certains d'entre eux devront avoir recours à la déplacements facilités, en engageant par exemple les services de passeurs ; d'autres pourront être victimes de trafiquants d'êtres humains. Au niveau des frontières terrestres, maritimes et aériennes, les migrants sont susceptibles de souffrir de discriminations et de mauvais traitements, être détenus de manière prolongée, subir de la torture et de la violence, celle-ci pouvant notamment être sexuelle ou basée sur le genre<sup>iii</sup>. Des milliers de migrants meurent chaque année dans des conditions tragiques ou sont gravement blessés en tentant de franchir les frontières internationales<sup>iv</sup>. Ils sont victimes du recours à la force meurtrière ou de l'usage excessif de la force par les autorités chargées du contrôle aux frontières, d'enlèvements, d'extorsion et de la violence des bandes criminelles, d'opérations d'interception et de renvoi illégales et violentes, de disparitions forcées ou de conditions de voyage extrêmes (telles que la traversée de déserts à pied ou l'embarquement dans des embarcations surchargées et hors d'état de naviguer)<sup>v</sup>.

Ainsi, les migrants risquent de voir nombre de leurs droits de l'homme bafoués et de subir toute une série de mauvais traitements durant leur parcours. Les enfants sont particulièrement exposés, qu'ils voyagent seuls, avec leur famille ou avec des personnes qui leur viennent en aide. Les enfants migrants sont tout particulièrement exposés aux mauvais traitements physiques, psychologiques et/ou sexuels et à l'exploitation, y compris au travail des enfants ; cette menace peut s'accroître lorsque les politiques de mise en œuvre en matière d'immigration ne prennent pas suffisamment en considération la protection de l'enfance et le respect des droits de l'homme.

Même s'il est important de ne pas partir du principe que les femmes sont toujours vulnérables et n'ont aucun moyen d'action, en réalité, les migrantes en transit subissent souvent des formes de discrimination et de mauvais traitements spécifiques en raison de leur sexe, notamment des violences sexuelles et fondées sur le sexe, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. Les femmes peuvent être contraintes d'offrir des rapports sexuels pour leur voyage, leur nourriture ou leur hébergement, ce qui les expose à un risque accru de violence et de maladie. Il arrive qu'elles n'aient pas accès aux services essentiels ni aux réseaux sociaux et qu'elles méconnaissent leurs droits. C'est ce qui a poussé le Groupe mondial sur la migration à souligner l'« impact disproportionné qu'a sur les migrantes, jeunes et adultes, un accès limité à des services tels que la santé sexuelle et reproductive et les abris pour femmes »<sup>vi</sup>. Dans cette même perspective, le Comité des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a enjoint les États à garantir que leurs forces de police aux frontières et leurs fonctionnaires chargés de l'immigration sont correctement formés, encadrés et surveillés sur les questions de genre et les pratiques non discriminatoires lorsqu'ils ont affaire à des migrantes<sup>vii</sup>.

Il convient de garder à l'esprit que, lorsque les migrants bénéficient d'une protection adéquate de leurs droits de l'homme indépendamment de leur statut de migration, leur capacité à contribuer économiquement, socialement et culturellement au développement de leurs pays d'origine, de transit et de destination n'en est que renforcée. La promotion et la protection des droits de l'homme de tous les migrants sont primordiales même en temps d'urgence, de conflit, de troubles civils ou en cas de situation de crise similaire. Dans le cadre de la protection des migrants, ces derniers doivent se voir garantir la transférabilité des bénéfices de la sécurité sociale et l'accès à leur propriété et aux capitaux qu'ils ont engendrés.

L'expulsion et le retour doivent s'effectuer dans le respect de la dignité. Les États devraient envisager des alternatives à l'expulsion, comme la régularisation, afin de garantir le bien-être des migrants et le respect de leurs droits de l'homme, en particulier lorsque les migrants ne peuvent pas regagner leur pays d'origine.

Dans les cas où l'expulsion est inévitable, les États devraient mettre en place un mécanisme permettant aux migrants d'avoir accès à un service de défense et de représentation adéquat. Le processus d'expulsion devrait prendre en compte la situation de vulnérabilité des migrants, en particulier lorsque leur casier judiciaire est vierge. Les États et les autres parties prenantes devraient œuvrer au renforcement des conditions de travail des

organisations afin de leur permettre d'accorder toute l'attention nécessaire aux migrants et de leur apporter une aide appropriée.

- Violence et traumatismes, en particulier à l'égard des femmes et des filles

Les migrants, en particulier ceux en situation irrégulière et précaire sont souvent victimes de violence et d'événements traumatisants. Les migrants risquent également d'être victimes d'actes criminels, d'enlèvement et d'extorsion notamment. Les études indiquent que la plupart des migrants irréguliers font appel aux services de passeurs et peuvent tomber aux mains de trafiquants à un moment donné de leur parcours. Parallèlement, les migrants qui se sont adressés à des passeurs ont souvent peu de choix quant à leur mode de déplacement. Les migrants qui ont fait appel aux services de passeurs ou qui sont tombés aux mains de trafiquants sont particulièrement exposés aux mauvais traitements et à l'exploitation.

Durant leur parcours, les filles, les garçons et les femmes sont tout particulièrement vulnérables à tous les types de violence, notamment la violence sexuelle. Une étude a montré que, dans un tel contexte, 39 % des migrants souffrent d'une forme de violence. Près d'une femme sur deux interrogée déclare « avoir subi un ou plusieurs épisodes de viol pendant le trajet migratoire »<sup>viii</sup>. Les rapports indiquent que les agressions sexuelles, perpétrées non seulement par des membres de gangs et d'autres migrants, mais aussi par les autorités aux frontières, les forces de police et d'autres fonctionnaires, sont pour les migrantes une réalité inévitable de leur parcours<sup>ix</sup>.

Les migrants peuvent aussi être victimes de violences et d'événements traumatisants et être exploités économiquement, y compris par le travail forcé, dans leur pays de destination finale, souvent de la part d'employeurs, de membres de la communauté d'accueil locale hostiles aux migrants, voire de leurs propres compatriotes. Il arrive que les migrants irréguliers qui font l'objet de ces mauvais traitements refusent de demander de l'aide aux autorités par peur des répercussions, comme l'expulsion ou la détention. En outre, les migrants peuvent rencontrer des obstacles comme la barrière de la langue ainsi qu'une mauvaise connaissance des systèmes locaux d'application de la loi, de leurs droits et des services dont ils peuvent bénéficier. Il arrive aussi que ceux qui demandent de l'aide subissent des discriminations de la part des autorités.

*Cadre international des droits de l'homme* : Les États devraient garantir une politique efficace et une protection pénale en faveur de toutes les victimes de violence physique ou sexuelle, y compris les migrants en situation irrégulière, que la violence soit infligée par des fonctionnaires ou par des individus, des groupes ou des institutions privés. Aux frontières, les victimes de violence et d'événements traumatisants devraient être orientées vers des services médicaux et psychosociaux<sup>x</sup>. Les États doivent également veiller à ce que les mesures visant à traiter la migration irrégulière et à lutter contre le trafic de migrants ne nuisent pas à la jouissance des droits de l'homme des migrants<sup>xi</sup>.

Le Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant a enjoint les États à garantir et mettre en place des mesures adéquates et accessibles pour venir en aide aux enfants ayant subi des événements traumatisants durant leur parcours migratoire. Il convient de veiller à ce que tous les enfants aient accès aux services de santé mentale, notamment lorsqu'il s'agit d'estimer, d'évaluer et de déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>xii</sup>. Les autorités publiques devraient permettre ou faciliter l'accessibilité des services et de l'assistance aux femmes abandonnées alors qu'elles voyageaient avec un agent ou une escorte, prendre toutes les mesures possibles pour retrouver les responsables et entreprendre des poursuites judiciaires contre ceux-ci<sup>xiii</sup>.

Dans la même perspective, le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les migrants travailleurs et des membres de leur famille a reconnu que les travailleurs migrants en situation irrégulière, en particulier les femmes, sont exposés à un risque accru de mauvais traitement et d'autres formes de violence de la part d'acteurs privés, notamment d'employeurs, et de fonctionnaires publics, comme des agressions sexuelles, des corrections physiques, des menaces, des violences psychologiques et le déni d'accès aux soins médicaux. En outre, le Comité a enjoint les États à protéger tous les travailleurs migrants ainsi que les membres de leur famille de la violence, des blessures physiques, des menaces et des intimidations, que les responsables soient des fonctionnaires publics ou des individus, des groupes ou des institutions privés.

- Santé physique et mentale des migrants

La complexité du parcours migratoire, les conditions dans lesquelles il s'effectue ainsi que la difficulté ou l'absence d'accès aux soins médicaux peuvent compromettre la santé physique et mentale des migrants.

Durant leur parcours, les migrants peuvent être victimes des contraintes physiques et des menaces environnementales, connaître la faim, ne pas recevoir des services de base et être exposés à la violence et à des événements traumatisants<sup>xiv</sup>. Cette phase du processus migratoire est associée à un risque élevé de décès et de morbidité aux frontières terrestres, aériennes et maritimes ainsi que de blessures, de grossesses non désirées et/ou de maladies infectieuses telles que le paludisme et la tuberculose<sup>xv</sup>. Les besoins spécifiques des migrantes en matière de soins médicaux ne sont que rarement satisfaits.

Il est admis que les migrants en situation irrégulière peuvent courir des risques sanitaires extrêmes durant leur parcours, en raison de conditions dangereuses, comme le fait pour eux d'être confinés dans des embarcations ou des camions fortement surchargés<sup>xvi</sup>. En outre, les migrants qui ont été sauvés ou interceptés à la suite de leur difficile parcours n'ont souvent pas accès aux premiers secours ni à des soins de santé adéquats.

Les migrants, réguliers comme irréguliers, peuvent également avoir des problèmes de santé et connaître des difficultés pour accéder à des soins adéquats dans leur pays de destination. Comme mentionné plus haut, il arrive que les migrants irréguliers se refusent à demander de l'aide par peur des conséquences en termes d'immigration et se heurtent à des obstacles dans leurs démarches pour recevoir et financer leurs soins, notamment pour les maladies chroniques.

*Cadre international des droits de l'homme* : Tous les migrants, indépendamment de leur statut, que ce soit leur sexe ou leur âge, sont en droit de bénéficier de la pleine protection de leur droit à la santé<sup>xvii</sup>. Par conséquent, les États devraient veiller à ce que leurs lois, réglementations et pratiques administratives n'opèrent aucune discrimination à l'égard des migrants.

La situation des enfants et des autres groupes vulnérables pouvant subir des discriminations fondées sur de multiples critères (tels que les femmes en situation de risque) devrait être examinée en profondeur. Les femmes souffrent souvent d'inégalités qui compromettent leur santé<sup>xviii</sup>. Étant donné qu'ils diffèrent de ceux des hommes, les besoins sanitaires des femmes requièrent une attention spéciale, notamment un accès total aux services de santé nécessaires tels que la santé reproductive. Les États sont également tenus à des obligations envers les enfants quant au droit à la santé.

En vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), les États doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la « diminution de la mortalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant » (article 12.2 (a)). Aux frontières internationales, les États sont invités à assurer prioritairement un examen de santé individuel et des examens médicaux, en dépêchant notamment du personnel médical compétent au moment du sauvetage ou de l'interception, afin d'effectuer les examens et, le cas échéant, d'orienter les personnes vers d'autres soins médicaux, y compris des soins psychologiques<sup>xix</sup>.

La Convention internationale des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille prévoit le droit pour les travailleurs migrants et les membres de leurs familles de recevoir tous les soins médicaux qui sont nécessaires d'urgence pour préserver leur vie ou éviter un dommage irréparable à leur santé sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État en cause. Le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a demandé aux États de veiller à ce que tous les individus, indépendamment de leur statut migratoire, aient accès à une assistance médicale de base, sans discrimination aucune.

- Travail décent

Tous les pays doivent mettre en œuvre des programmes et des politiques et agir de façon déterminante sur les facteurs incitatifs et dissuasifs (de la migration). Ils doivent notamment le faire en créant des emplois dans les pays d'origine et en fournissant des possibilités de migration régulière fondées sur les besoins réels du marché du travail, toutes qualifications confondues, dans les pays de destination, en favorisant les politiques et les

programmes de recrutement équitables et éthiques, en facilitant l'accès à un emploi productif et à un travail décent, et en reconnaissant les compétences et les qualifications.

De nombreux migrants en transit sont contraints de chercher du travail afin de subvenir à leurs besoins et de financer la suite de leur déplacement vers le pays de destination prévu. Dans les pays de transit et de destination, bien souvent, les emplois auxquels ils ont accès dans ces circonstances relèvent de l'économie informelle, offrent des conditions de travail médiocres ou dangereuses et abusives et sont précaires en termes de sécurité de l'emploi. Par ailleurs, les salaires inhérents à ces emplois sont souvent retenus ou ne sont pas versés. Les migrants n'ont souvent pas accès à la protection de leurs droits du travail, surtout lorsqu'ils sont en situation irrégulière dans le pays dans lequel ils travaillent.

Les enfants migrants sont susceptibles d'être exploités et soumis au travail forcé (et au travail des enfants) au cours de leur itinéraire. Les femmes migrantes sont parfois contraintes au travail précaire et fondé sur le sexe, notamment la traite et autres formes d'exploitation.

Tous les migrants sont exposés au travail forcé, surtout lorsque leurs possibilités de changer d'employeur et leurs mouvements sont restreints, on leur extorque des frais de recrutement élevés et leurs contrats de travail sont remplacés lorsqu'on leur confisque leurs passeports. Une fois arrivés dans leur pays de destination, les migrants devraient avoir accès à des possibilités d'intégration au marché du travail sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État en cause et en vertu du principe d'absence de discrimination fondée sur la nationalité. Ils devraient en outre être inscrits à la Sécurité sociale ou bénéficier d'un régime d'assurance maladie, et jouir du droit aux négociations collectives et à la liberté d'association et se voir garantir la santé et la sécurité au travail.

*Cadre international des droits de l'homme* : La protection de tous les travailleurs contre l'exploitation et les mauvais traitements est un élément central des droits de l'homme relatifs au travail, notamment dans les situations de vulnérabilité et de rapports de force inégaux entre travailleurs et employeurs. Le droit international des droits de l'homme et le droit international du travail se rejoignent sur cette question<sup>xx</sup>. Le travail forcé est interdit en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme ainsi que des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) relatives à l'abolition du travail forcé (C 29 et C 105), notamment du récent protocole se rapportant à la Convention C29, et de deux conventions de l'OIT portant sur l'abolition du travail des enfants (la Convention C138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi et la Convention C182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination). Le Comité des droits de l'enfant a recommandé que les États envisagent d'établir des systèmes de suivi et d'établissement de rapports afin de déceler les violations des droits de l'enfant ayant lieu dans des contextes professionnels, en particulier dans des situations informelles et/ou saisonnières, et d'y remédier<sup>xxi</sup>.

- Détention des migrants

La détention des migrants en situation irrégulière est en hausse dans le monde entier, notamment aux frontières internationales. Dans certains États, la rétention administrative est habituelle et parfois obligatoire. Dans de nombreux cas de figure, les garanties procédurales sont moins nombreuses en cas de rétention administrative que de détention pénale : il n'y a, entre autres, pas de mesures permettant de déterminer le caractère arbitraire de l'arrestation et du maintien en détention. Les migrants détenus se voient souvent refuser l'accès à une aide juridique ou à des services d'interprétation : ils ne comprennent donc pas toujours la raison de leur détention et ne savent pas forcément comment contester la légalité de leur détention.

La détention des migrants est préoccupante, tant en raison de l'insuffisance de garanties procédurales que de la précarité des conditions, par exemple, le déni d'accès à des soins médicaux, notamment aux soins psychiatriques, et à des conditions de détention provisoire convenables, notamment en ce qui concerne l'espace, la nourriture, l'eau et l'assainissement. Les migrants en détention sont parfois victimes de violences, notamment de violences sexuelles, susceptibles de conséquences sur leur santé physique et mentale. Les enfants sont souvent regroupés avec des adultes qu'ils ne connaissent pas ou séparés de leur famille de façon arbitraire. Bien que les données sur le nombre d'enfants placés en centres de rétention dans le monde soient insuffisantes (de nombreux pays ne conservent ou ne publient pas de données pertinentes), la Campagne mondiale visant à mettre fin à la rétention d'enfants migrants estime que des centaines de milliers d'enfants sont actuellement détenus dans le cadre de procédures d'immigration<sup>xxii</sup>. L'absence de mesures de substitution à la détention

conformes aux droits de l'homme est notable, notamment pour les femmes, les enfants et les adolescents, ainsi que pour les autres groupes de migrants vulnérables. C'est pourquoi une attention particulière doit être accordée aux enfants, conformément au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

*Cadre international des droits de l'homme* : le droit à la liberté et à la sécurité de la personne est un droit individuel fondamental dont chaque individu doit pouvoir jouir, indépendamment de son statut juridique. Conformément au droit international relatif aux droits de l'homme, et en raison des effets dramatiques de la détention sur l'être humain, la privation de liberté ne devrait jamais s'appliquer qu'en dernier recours. Elle devrait toujours être nécessaire et proportionnée et être déterminée au cas par cas<sup>xxiii</sup>. D'après le Comité des droits de l'enfant, la détention d'enfants en raison de leur statut migratoire ou du celui de leurs parents ne peut qu'aller à l'encontre de l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>xxiv</sup>. La détention des demandeurs d'asile est illégale si elle vise à sanctionner une entrée irrégulière sur le territoire et à dissuader de ce fait les demandeurs d'asile<sup>xxv</sup>.

En outre, selon le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent faire l'objet, individuellement ou collectivement, d'une arrestation ou d'une détention arbitraire. Le Comité souligne que, pour ne pas être arbitraires, l'arrestation et la détention des travailleurs migrants et des membres de leur famille, y compris ceux qui sont en situation irrégulière, doivent être prévues par la loi, servir un but légitime au titre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, être nécessaires dans les circonstances de l'espèce et proportionnées au but légitime poursuivi.

L'interdiction de la détention arbitraire suppose que toute décision de placement en rétention soit fondée sur les principes de rationalité, de nécessité, de proportionnalité et de non-discrimination. Lesdits principes exigent aussi des États qu'ils étudient d'autres moyens de parvenir à leurs objectifs, comme les mesures de substitution à la détention. En détention, tous les migrants doivent pouvoir bénéficier de garanties procédurales essentielles, telles que l'accès rapide à un avocat, des services d'interprétation et de traduction, les soins médicaux nécessaires, la possibilité d'entrer en contact avec des membres de leur famille ou des représentants du consulat, et des voies de recours contre la mise en détention<sup>xxvi</sup>.

### **Partenariats visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme des migrants**

Les pays d'origine, de transit et de destination ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de tous les migrants, notamment par le biais de la coopération et des partenariats internationaux destinés à promouvoir des mesures de gouvernance de la migration respectueuses des droits de l'homme, équitables, dignes, légales et fondées sur des preuves<sup>xxvii</sup>. La communauté internationale devrait renforcer la coopération fondée sur les principes de responsabilité partagée et de solidarité.

La responsabilité partagée devrait être favorisée dans les pays d'origine, de transit et de destination ainsi que par les organisations internationales et autres parties prenantes afin que les droits de l'homme de tous les migrants vulnérables soient protégés et que les causes de la migration dans des conditions précaires et dangereuses soient abordées. Une approche de la migration axée sur les droits de l'homme permettrait d'assurer des partenariats entre tous les acteurs concernés : les autorités publiques à l'échelle nationale, fédérale, régionale et locale ; les institutions nationales de défense des droits de l'homme, la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les organisations syndicales et patronales, le secteur privé et les communautés de migrants.

La participation et les partenariats concrets sont essentiels pour renforcer les capacités et faire prendre conscience des droits de l'homme. Afin de protéger les migrants qui ont divers besoin de protection internationale, la collaboration systématique et prévisible entre les gouvernements et les autres parties prenantes, notamment les organisations internationales, les organisations non gouvernementales (ONG), les institutions et les pays donateurs, et les communautés de la diaspora est indispensable<sup>xxviii</sup>. L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé aux États et à toutes les parties prenantes concernées de renforcer continuellement les mécanismes de coopération favorisant le dialogue, la coopération et le consensus conjoints afin d'impulser des politiques et des pratiques migratoires fondées sur le respect des droits de l'homme, le développement durable, l'égalité des sexes et le multiculturalisme, reconnaissant l'interdépendance de la communauté internationale, des institutions publiques et de la société civile<sup>xxix</sup>.

L'annexe au présent document de travail fournit des exemples de bonnes pratiques sur les partenariats visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme de tous les migrants, notamment sur les partenariats visant à protéger en particulier les enfants migrants et les femmes migrantes en péril.

### **Recommandations :**

1. Les États sont invités à adopter des mesures concrètes afin d'empêcher la violation des droits de l'homme des migrants en transit, notamment dans les ports, les aéroports, aux frontières et aux points de contrôle des migrations, et de former correctement les fonctionnaires qui travaillent dans ces installations et dans les zones frontalières afin qu'ils traitent les migrants avec respect et conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme. À cet égard, il est recommandé de ratifier tous les instruments internationaux de protection des droits de l'homme, y compris ceux relatifs aux droits du travail ;
2. Les États sont invités à mettre sur pied, s'ils ne l'ont pas encore fait, de leur propre initiative ou en partenariat avec les autres pays et parties prenantes concernés, des procédures et des systèmes appropriés de protection et de promotion des droits de l'homme des migrants en transit, notamment des femmes et des enfants, et de s'assurer ainsi de faire une priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les mesures ou les décisions relatives aux enfants migrants en transit ;
3. Les États et les autres parties prenantes sont invités à prendre conscience de l'importance de la coopération et des partenariats internationaux, notamment de la coordination des efforts entre les pays d'origine, de transit et de destination, mais aussi de prendre conscience de leur responsabilité dans la protection des droits de l'homme des migrants en transit.

### **Questions directrices**

1. Quelles mesures concrètes les États pourraient-ils mettre en place pour protéger les droits de l'homme de tous les migrants en transit ?
2. De quelle façon les États peuvent-ils s'assurer que les besoins spécifiques des femmes migrantes et des enfants et adolescents migrants accompagnés ou non accompagnés en transit sont pris en compte lors de l'élaboration de politiques et de mesures appropriées ?
3. Existe-t-il de bonnes pratiques concernant la mise en place de partenariats à tous les niveaux (notamment au sein des/entre les autorités publiques, les autorités nationales, fédérales, régionales et locales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, la société civile : ONG et partenaires sociaux, le secteur privé et les migrants et les communautés de la diaspora) ayant pour objectif de protéger et de promouvoir les droits de l'homme des migrants ?
4. Quels systèmes et procédures les États peuvent-ils mettre en œuvre, de leur propre initiative ou en partenariat avec les autres parties prenantes et pays concernés, pour protéger et promouvoir les droits de l'homme des migrants, notamment les droits fondamentaux au travail, et des membres de leur famille les accompagnant ?

---

<sup>i</sup> En 2003, la résolution A/RES/68/179 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée Protection des migrants, a « prié les États d'adopter des mesures concrètes pour empêcher que les droits de l'homme des migrants en transit ne soient violés » (para. 4(c)). La résolution A/RES/69/187 adoptée en 2014 par l'Assemblée générale des Nations Unies et intitulée Enfants et adolescents migrants a exprimé la même préoccupation « par le fait que pendant le trajet les enfants migrants, y compris les adolescents, en particulier ceux qui sont en situation irrégulière, risquent de faire l'objet [...] de violations graves des droits de l'homme » ; la résolution a également constaté « la situation humanitaire préoccupante dans certaines régions du fait de la migration massive d'enfants, y compris d'adolescents (définis comme étant âgés de moins de 18 ans), accompagnés ou non accompagnés ou séparés de leurs parents, qui se trouvent en situation de vulnérabilité lorsqu'ils tentent de franchir les frontières internationales sans être munis des documents de voyage requis ».

<sup>ii</sup> Il convient de noter que, bien que les réfugiés et les demandeurs d'asile voyagent souvent aux côtés des migrants dans le cadre de mouvements migratoires mixtes, les situations spécifiques auxquelles ils sont confrontés ne sont pas prises en compte dans le présent document.

<sup>iii</sup> Déclaration conjointe du HCR, de l'OIM, de l'OMI, de l'UNODC et du HDC sur la protection en mer au XXI<sup>e</sup> siècle, 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://www.unhcr.fr/548b04ebc.html>



<sup>iv</sup> Tara Brian et Frank Laczko, (eds), *Fatal Journeys. Tracking Lives Lost During Migration* (IOM, 2014), disponible à l'adresse suivante : <http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/pbn/docs/Fatal-Journeys-Tracking-Lives-Lost-during-Migration-2014.pdf>.

<sup>v</sup> Rapport du Secrétaire général sur la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris les moyens de promouvoir les droits de l'homme des migrants A/69/277 (2014).

<sup>vi</sup> Groupe mondial sur la migration, Droits de l'homme des migrants adolescents et jeunes, en particulier ceux en situation irrégulière. *La migration et les jeunes : défis et opportunités*, 2014, p. 7.

<sup>vii</sup> Comité pour l'élimination de la discrimination l'égard des femmes (CEDAW), Recommandations générales no 26, para. 25 (a).

<sup>viii</sup> Médecins sans frontières, Violence sexuelle et migration : la réalité cachée des femmes sub-sahariennes arrêtées au Maroc sur la route de l'Europe, 2010, p. 6

<sup>ix</sup> ONU Femmes, Complex Migration: A Woman's Transit Journey through Mexico, février 2015, p. 14.

<sup>x</sup> Article 16 (2) de la Convention internationale de protection des droits de tous les migrants et des membres de leur famille et article 5 (b) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), directive 7, Indentification et orientation, para. 8.

<sup>xi</sup> Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales du HCDH (principe A.5).

<sup>xii</sup> Comité des droits de l'enfant, Rapport de la Journée de discussion générale de 2012, para. 89.

<sup>xiii</sup> CEDAW, Recommandations générales no 26 (2008), para. 25 (b).

<sup>xiv</sup> HCDH, OIM, OMS, Migration internationale, santé et droits de l'homme, 2013, p. 36

<sup>xv</sup> Droits de l'homme des migrants adolescents et jeunes, en particulier ceux en situation irrégulière. *La migration et les jeunes : défis et opportunités*, 2014, p. 7

<sup>xvi</sup> Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à la santé, A/HRC/23/41, para. 3.

<sup>xvii</sup> On estime que l'article 12 du Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels comprend l'articulation la complète et la plus ultime du droit à la santé. Il protège le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a déclaré dans son observation générale no 14 (2000) que le droit à la santé comprend le droit à la prestation de soins de santé appropriés en temps opportun ainsi qu'aux facteurs fondamentaux déterminants de la santé et a également fait remarquer que les États ont l'obligation de garantir à tous les migrants l'égalité d'accès aux soins de santé prophylactiques, thérapeutiques et palliatifs, quels que soient leur statut légal et leurs papiers (para. 34).

<sup>xviii</sup> CEDAW, Recommandations générales no 26 (2008).

<sup>xix</sup> HCDH, Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales, Directive 5, Droits de l'homme dans le contexte de l'assistance immédiate, paragraphe 2

<sup>xx</sup> Il est stipulé dans le PIDESC que les « États parties... reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit » (paragraphe 1 de l'article 6). Voir HCDH, *The Economic, Social and Cultural Rights of Migrants in an Irregular Situation* (Droits économiques, sociaux et culturels des migrants en situation irrégulière), 2014, p. 116. Il est en outre stipulé dans le PIDESC que les « États parties reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables » (article 7) et le PIDESC fournit une liste de ce qui est inhérent aux dites conditions.

<sup>xxi</sup> Comité des droits de l'enfant, Rapport de la journée de discussion générale de l'année 2012, paragraphe 90.

<sup>xxii</sup> Voir <http://endchilddetention.org/the-issue/>.

<sup>xxiii</sup> Il est par conséquent énoncé aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) que tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne, et que nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire. Voir également HCDH, Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales, Directive 8, Prévention de la détention, paragraphe 2.

<sup>xxiv</sup> Comité des droits de l'enfant, Rapport de la journée de discussion générale de l'année 2012. Voir également la résolution de l'Assemblée générale qui « *Souligne* que les enfants, y compris les adolescents, ne devraient pas être arbitrairement arrêtés ou placés en détention du seul fait de leur statut migratoire et qu'ils ne devraient être privés de liberté qu'en dernier ressort », A/RES/69/187, paragraphe 3.

<sup>xxv</sup> HCR, Principes directeurs relatifs aux critères et aux normes applicables à la détention des demandeurs d'asile et alternatives à la détention, 2012, Principe 4.1.4, p. 19, disponibles sur le lien suivant : <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=520cc0ea4>.

<sup>xxvi</sup> Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, A/HRC/20/24 (2012), paragraphes 15-20.

<sup>xxvii</sup> HCDH, Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales, Directive 10, Coopération et coordination, paragraphe 3.

<sup>xxviii</sup> HCR, *Refugee Protection and Mixed Migration: The 10-Point Plan in Action* (La Protection des Réfugiés et les Mouvements Migratoires Mixtes : Un Plan d'Action en Dix Points), février 2011, Chapitre 1, page 22, disponible sur : <http://www.refworld.org/docid/4d9430ea2.html>.

<sup>xxix</sup> Résolution de l'Assemblée générale sur les enfants et adolescents migrants, A/RES/69/187, paragraphe 12. Le Secrétaire général des Nations Unies a également noté qu'une « Une politique guidée par une approche fondée sur les droits de l'homme adopte une vision globale de son environnement, en prenant en considération le migrant et sa famille, la communauté dans laquelle les migrants vivent et travaillent, la société civile, les autorités locales et nationales, et toutes les parties concernées du gouvernement. Une telle approche enlève les « œillères » sectorielles et facilite une réponse intégrée à la migration, y compris ses liens avec le développement ». Rapport du Secrétaire général, Promotion et protection des droits de l'homme, y compris les moyens de promouvoir les droits de l'homme des migrants, A/68/292, paragraphe 33.



---

## ANNEX

*This Annex contains descriptions and references to examples of relevant frameworks, policies, programmes, projects and other experiences in relation to the issues raised in the policy part of the Background paper. This second part of the Background paper aims to form the basis of an evolving catalogue of policies and practices with a view to be stored and displayed on the GFMD PfP website in the M&D Policy and Practice Database. See <http://www.gfmd.org/pfp/ppd>.*

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Child protection	
<b>Country:</b> Cameroon	<b>Partner(s):</b> Ministry of Social Affairs
<b>Thematic Area(s):</b> Child protection	<b>Tags:</b>
<b>Summary:</b> The public and private centres are in charge of receiving, providing accommodation and security to children, as well as placing them in families throughout the country	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Humanitarian crisis management	
<b>Country:</b> Cameroon	<b>Partner(s):</b> Ministry of Territorial Administration and Decentralisation, UNHCR
<b>Thematic Area(s):</b> Refugees and asylum	<b>Tags:</b>
<b>Summary:</b> Providing land and space for accommodation of refugees from CAR and Nigeria, satisfy their basic needs and protecting their rights (education, health, security) in the East and far North regions of the country.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Programme intégré de la malnutrition aigüe	
<b>Country:</b> Cameroon	<b>Partner(s):</b> Ministry of Public Health, FAO, PAM, OMS, UNICEF
<b>Thematic Area(s):</b> Health, food security	<b>Tags:</b>
<b>Summary:</b> Mise en place des centres nutritionnels en ambulatoire et des centres nutritionnels thérapeutiques pour combattre la malnutrition et améliorer les besoins nutritionnels des réfugiés et populations déplacées dans les régions de l'Est et de l'Extrême-Nord du pays	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Multidisciplinary Coordinating Group against Trafficking in Human Beings	
<b>Country:</b> Cyprus	<b>Partner(s):</b> other countries as deemed necessary
<b>Thematic Area(s):</b> Trafficking in Human Beings	<b>Tags:</b>
<b>Summary:</b> In order to address in a consistent and comprehensive way the phenomenon of trafficking in human beings (THB), Cyprus has established by law a Multidisciplinary Coordinating Group (MCG). The MCG, which is chaired by the Minister of Interior as the National Coordinator, has being assigned with the task to coordinate and, among other issues, monitor the implementation of the measures that are taken against THB. It has as main duties the prevention, control and suppression of THB, Victims of Trafficking early identification, protection and support, the promotion of international cooperation, the monitoring of the National Action Plan, the collection of data and the submission of legislative proposals.  It meets on a regular basis every three months or at least three times a year. To operate more efficiently, it is divided in Working Groups, which deal with specific matters with the responsibility to submit relevant recommendations to the plenary of the Group.  The Group is composed of 18 members, representing the relevant government services and NGOs. The following bodies that are represented in the MCG are: Law Office of the Republic; Ministry of Interior; Ministry of Justice and Public Order; Ministry of Foreign Affairs; Ministry of Labour, Welfare and Social Insurance; Ministry of Health; Ministry of Education and Culture; Police; Department of Labour; Social Welfare Services; Civil Registry and Migration Department; Asylum Service; National Machinery for the Rights of Women; Union of Municipalities of Cyprus; Up to four NGOs can be represented in this Group (by Law). Efforts are now being made to add an International Organization as a member of the MCG.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Permanent Migratory Statute	
<b>Country:</b> Ecuador	<b>Partner(s):</b> Ecuador and Peru, Colombia and Venezuela
<b>Thematic Area(s):</b> Regularization and free movement of persons	<b>Tags:</b>
<p><b>Summary:</b> The objective of the Permanent Migratory Statutes with Peru, Colombia and Venezuela is to ensure the respect for human rights of immigrants in an irregular situation and those of their families; the non-criminalization of irregular migration; the establishment of minimum requirements that do not go against the constitutional principle of freedom of movement; the prevention of violation of rights of groups with special needs for protection; and the application of the principles of consistency and co-responsibility.</p> <p>The benefit that these mechanisms bring to the regularization of immigrants has to do with the freedom of movement, the right to work and access to education, health and justice, among others.</p> <p>These bilateral instruments allowed Peruvian, Colombian and Venezuelan citizens to enter Ecuador to work only with their national identification documents, for a period of up to six months in any activity within the legal framework. The same was applied to Ecuadorians in Peru, Colombia and Venezuela. The objective of the instruments was to regularize labor and stop the entry of irregular Peruvian, Colombian and Venezuelan labor force for temporary posts for which they were paid half the legal salary.</p> <p>The program included a second phase that established a period of six months for a special process of regularization of Peruvian, Colombian and Venezuelan immigrants who had lived in Ecuador before the entry into force of the Statute and that had three administrative procedures for the permanence in the country: 1) process of regularization of irregular migrants(Immigrant visa 9-VII); 2) permanence of less than 180 days (with and without dependency relationship; and, 3) permanence longer than 180 days under relation of labor dependency (non-immigrant visa 12-VI-work).</p> <p>Finally, since the entry into force of the Statutes, 180 consecutive days were granted to the migrants in irregular migratory status in order to regularize their immigration status and carry out the appropriate paperwork.</p>	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Transnational Rights (pensions and social security)	
<b>Country:</b> Ecuador	<b>Partner(s):</b> Ecuador, Chile, Colombia, Spain, Uruguay and the Andean Community of Nations (CAN)
<b>Thematic Area(s):</b> Pension and social security	<b>Tags:</b>
<p><b>Summary:</b> Ecuador has signed bilateral social security agreements with Chile, Colombia, Spain and Uruguay, as well as Multilateral and Ibero-American conventions on Social Security. Furthermore, the Ecuadorian State has commitments and obligations in this area, product of Community directives for the Andean Community of Nations (CAN).</p> <p>The above conventions, in general terms, establish the principle of equal treatment for Ecuadorian and foreign workers or pensioners, both in their countries of origin and destination, and the benefit can also be extended to their families. This framework promotes access to contributory benefits for pensions, maternity, survival, accidents at work, temporary and permanent incapacity, occupational diseases and death benefit.</p> <p>The agreements also establish frameworks for the accumulation of periods of insurance in the countries of origin and destination, with the consequence that the beneficiaries of these agreements can access their benefits, regardless of the country of residence. These benefits shall be upgraded and supplemented periodically. In the case that a migrant has worked in any of the countries party to the agreements, without reaching the time of minimum contributions to benefit from the pension scheme, the contributions made in each country will sum up and the migrant will be entitled to the pension. The amount of the pension will be the result of the sums of the partial pension and will relate to the time of contributions and the age of the beneficiary.</p>	
<b>Web Links:</b>	

**Title of M&D Policy or Practice:**

Labor Rights Protection for Salvadoran Immigrants in the United States of America

**Country:**

El Salvador

**Partner(s):**

Occupational Health and Security Administration of the US  
Department of Labor  
Consulates of El Salvador in the US

**Thematic Area(s):**

Labor Rights

**Tags:**

labor rights protection

**Summary:**

On August 29, 2011, the Ministry of Foreign Affairs of El Salvador and the Occupational Health and Security Administration of the US Department of Labor signed a memorandum of understanding in Washington, D.C., which recognized the joint commitment of both nations in the labor rights protection of Salvadoran immigrant workers.

By means of education and formation, this joint statement will help immigrant workers make conscience about their right to a safe workplace and the cancellation of all their pending wages, according to American laws. Both, immigrant and American workers, are affected when employers evade their legal responsibility with the first group.

Many initiatives have been taking place in the US, thanks to the memorandum of understanding, in order to promote labor rights for Salvadoran living in the US. Many on-site-visits have been made to the places where day laborers assemble. Strong efforts are being made in order to meet with local authorities and American labor unions; informative talks are also being given to them.

In coordination with the Latin American consulates in the area, many have promoted the “Good Idea-Exchange” Program.

More talks are also being given on occupational health and labor rights in the different fields where Salvadoran immigrants settle.

The signing and implementation of these documents:

Within the framework of the new policy being launched by the Salvadoran Government, by means of the Ministry of Foreign Affairs, in order to guarantee our country men and women the necessary attention they deserve so that their civil rights are respected.

**Web Links:**

<http://reee.gob.sv/noticias-salex/item/1294-canciller%C3%ADa-y-departamento-de-trabajo-de-eua-firman-declaraci%C3%B3n-a-favor-de-trabajadores-migrantes.html>

<http://www.dol.gov/opa/media/press/ilab/ILAB20110402s.htm>

[https://www.osha.gov/dcsp/alliances/regional/reg4/elsalvador\\_spanish.html](https://www.osha.gov/dcsp/alliances/regional/reg4/elsalvador_spanish.html)

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Plan of the Alliance for the Prosperity of the Northern Triangle	
<b>Country:</b> El Salvador, Guatemala and Honduras	<b>Partner(s):</b> Private sector, cooperation partners and civil society.
<b>Thematic Area(s):</b> - Developing human capital - Improving public safety and access to justice system - Fostering the productive sector -Strengthening institutions	<b>Tags:</b> - Social protection - Education - Healthcare - Housing - Returning migrants - Prevention of crime - Minors - Integration - Vulnerable groups
<b>Summary:</b> The plan promotes the coordination and inter-linkage of actions over a 5 year horizon (2016-2020) and seeks to give people incentives to stay in their own countries by means of structural change that offers economic opportunities and transforms the citizen's of the Northern Triangle of Central America quality of life, mainly in regions affected by the highest rates of poverty, migration and vulnerability.  The plan's strategic lines have an effect on coverage and quality education, primary healthcare, sexual and reproductive health, nutrition and early childhood development, proper housing, and social and economic reinsertion of returning migrants. It also ensures that justice is accessible to all, effectively guaranteeing the rights of every citizen. The plan seeks to increase the efficiency and transparency of the public administration.	
<b>Web Links:</b> <a href="http://www.encuentroplanalianza.com">www.encuentroplanalianza.com</a> <a href="http://www.secretariatecnica.gob.sv/alianza-para-la-prosperidad/">www.secretariatecnica.gob.sv/alianza-para-la-prosperidad/</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Campaign of prevention and guidance for the migration of boys, girls and adolescents: What happens? What do I do?	
<b>Country:</b> Guatemala	<b>Partner(s):</b> International organizations, cooperation partners and civil society
<b>Thematic Area(s):</b> Initiative for the protection of migrant boys, girls and adolescents	<b>Tags:</b> Vulnerable groups, Social Protection
<b>Summary:</b> This campaign is aimed at children and their families to have a clear, simple and precise information about the steps of the migration processes in United States; explaining what happens to the child when he or she is arrested by entering United States irregularly, addressing migratory processes of detention in that country, stay in the shelter, family reunification, special visas and deportation. It also communicates about the risk of migrating unauthorized, encouraging informed decisions within the framework of the right to migrate.	
<b>Web Links:</b> <a href="http://www.minex.gob.gt/">http://www.minex.gob.gt/</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Strengthen the Consular Network for the care of migrant boys, girls and adolescents	
<b>Country:</b> Guatemala	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> Attention to migrant boys, girls and adolescents	<b>Tags:</b> Vulnerable groups, Social Protection
<b>Summary:</b> Guatemala through its Consular Network, provides psychological assistance to children and adolescents in countries of transit and destination.  Currently, this assistance is provided at the Guatemalan Consulates in Mcallen, Texas; Phoenix, Arizona, and Tapachula, Chiapas, Mexico.	
<b>Web Links:</b>	



<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Citizen Service (Regulation of the Ministry of Foreign Affairs No.4/2008)	
<b>Country:</b> Indonesia	<b>Partner(s):</b> National Authority for the Placement and Protection of Indonesian Overseas Workers, Ministry of Manpower and Transmigration
<b>Thematic Area(s):</b> Providing assistance and protection services for Indonesian citizens abroad, including Indonesian migrant workers	<b>Tags:</b> Citizen Service, protection services, Indonesian migrant workers
<p><b>Summary:</b> Based on the Presidential Instruction No. 6/2006 on Reforming the System of Placement and Protection of Indonesian Migrant Workers, the Ministry of Foreign Affairs issued Regulation No. 4/2008 on the establishment of a “Citizen Service” at Indonesian diplomatic representative offices abroad.</p> <p>The “Citizen Service” for Indonesian citizens is part of an integrated service system that aims to improve the protection of all Indonesians, including Indonesian labour migrants. The services provided for Indonesian citizens abroad have 2 main objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. To improve the quality of services and strengthen protection for Indonesian citizens through quality service, transparency and standardization of services</li> <li>2. To serve and protect Indonesian citizens abroad.</li> </ol> <p>The “Citizen Service” provided by the Indonesian embassies and consulates abroad include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Registration of Indonesian citizens and maintaining a database of Indonesian nationals in the country;</li> <li>• Assistance and consular protection;</li> <li>• Services and protection to Indonesian labour migrants;</li> <li>• Services and protection to Indonesian seafarers; and</li> <li>• Temporary accommodation and counselling.</li> </ul> <p>There are currently 24 Citizen Service Centers based in Indonesian Missions located in regions of Asia-Pacific, Middle-East and North America, with additional 5 new centers in 2015. The Citizen Service Centers provide legal advice, shelters and programs for Indonesian victims of trafficking in person or migrants, and repatriation as well as family reintegration.</p>	
<p><b>Web Links:</b>  <a href="http://www.kemlu.go.id/">http://www.kemlu.go.id/</a>  <a href="http://perlindungan.kemlu.go.id/portal/home">http://perlindungan.kemlu.go.id/portal/home</a></p>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Partnerships to promote inclusion and protection of the human rights of all migrants in order to achieve full benefits of migration	
<b>Country:</b> Kenya	<b>Partner(s):</b> IOM
<b>Thematic Area(s):</b> Policy, Legal and Institutional Frameworks	<b>Tags:</b>
<b>Summary:</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. The Kenya Constitution,</li> <li>2. The Employment Act, 2007,</li> <li>3. The Labour Institutions Act, 2007,</li> <li>4. The Kenya Citizenships and immigration Act, 2012</li> <li>5. Kenya Diaspora Policy</li> <li>6. Kenya Foreign Policy</li> <li>7. The Counter Trafficking in Persons Act</li> <li>8. Draft National Employment Policy and Strategy for Kenya</li> </ol>	
<b>Web Links:</b> <a href="http://www.labour.go.ke">www.labour.go.ke</a> <a href="http://www.klrc.go.ke">www.klrc.go.ke</a> <a href="http://www.mfa.go.ke">www.mfa.go.ke</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Beta Groups	
<b>Country:</b> Mexico	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> - Human Rights of migrants - Origin, transit	<b>Tags:</b> protection, human rights, vulnerable groups
<b>Summary:</b> Specialized staff dedicated to protect and advocate for the human rights of migrants, regardless of their nationality or migratory status, during their transit by Mexico. These groups provide also support, rescue, relief, humanitarian assistance, legal advice and orientation	
<b>Web Links:</b> More information (Spanish only): <a href="http://www.inm.gob.mx/index.php/page/Grupo_Beta_Objetivo">http://www.inm.gob.mx/index.php/page/Grupo_Beta_Objetivo</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Bureau of special attention to migrants victims of crime	
<b>Country:</b> Mexico	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> - Human Rights of migrants - Origin, transit	<b>Tags:</b> Protection, vulnerable groups, Social Protection , justice, attention, crime
<b>Summary:</b> The General Attorney Office has established bureaus of special attention for migrants victims of crime in the states of Chiapas and Tabasco. Due to their geographical location, Chiapas and Tabasco are key spots in the transit of migrants from their country of origin to the north.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Protocol for Consular Attention for unaccompanied child and adolescent migrants	
<b>Country:</b> Mexico	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> Destination	<b>Tags:</b> child protection, human rights, vulnerable groups, Social Protection
<b>Summary:</b> Elaborated in partnership with the office in Mexico of UNICEF, the Protocol is a tool that includes a questionnaire, guidelines for consular interviews and a safe personal data capture system that strengthens capacities of consular staff.  The Protocol helps to provide comprehensive attention, bearing in mind the situation of each minor individual, in order to assess his/her interest, identify situations of risk and activate the inter-institutional protection chain that guarantees the safeguard of his/her rights.  These protection services for the Mexicans living abroad aim at providing consular assistance, ensure the respect of the human rights of migrants, avoid unfair and arbitrary behavior from foreign authorities, and avoid persecution and discrimination.	
<b>Web Links:</b> More information (Spanish only): <a href="http://proteccionconsular.sre.gob.mx/index.php/documentos/protocolonna">http://proteccionconsular.sre.gob.mx/index.php/documentos/protocolonna</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Special Programme on Migration (2014-2018)	
<b>Country:</b> Mexico	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> - Human Rights of migrants - Origin, transit, destination	<b>Tags:</b> Social protection, Education, Healthcare, Housing, Returning migrants, Prevention of crime, Minors, Integration, Vulnerable groups
<p><b>Summary:</b> It is the foundation for the implementation of a State policy on migration, with a comprehensive attention approach and adequate governance regarding the different dimensions of migration in Mexico, as a country of origin, transit, destination and return of migrants.</p> <p>The objectives of the programme are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Foster a culture of legality, human rights and appreciation of migration.</li> <li>• Incorporate migration in regional and local development strategies.</li> <li>• Consolidate an efficient migratory management, based on criteria such as facilitation, international co-responsibility, border safety and human security.</li> <li>• Support the integration and reintegration processes of migrants and their families.</li> <li>• Strengthen access to justice and security for migrants, their families and those advocating for their rights.</li> </ul>	
<p><b>Web Links:</b> Document available in Spanish only <a href="http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5343074&amp;fecha=30/04/2014">http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5343074&amp;fecha=30/04/2014</a></p>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Regional Development and Protection Program	
<b>Country:</b> Netherlands Re: Ethiopia, Eritrea, Kenya, Somalia, and Sudan	<b>Partner(s):</b> EU, EC, Italy, UNHCR, IOM
<b>Thematic Area(s):</b> Refugee and migrant protection, host communities, policy coherence and coordination, broad partnerships between EU member states and African countries.	<b>Tags:</b> Horn of Africa, refugee protection, migration flows, root causes, coherency, EU-African partnerships
<b>Summary:</b> The Government of the Netherlands will lead the new and enlarged EU Regional Development and Protection Program (RDPP) in the Horn of Africa. The EU consortium of partners includes the European Commission, the European External Action Service, EU member states (Czech Republic, France, Greece, Italy, Luxemburg, Malta and the UK) and associated states (Norway, Switzerland). Through the Regional Development and Protection Programmes (RDPP) the Netherlands aims to enhance partnerships with and support countries in the Horn of Africa that are marked by complex mixed migratory flows, ranging from hosting large numbers of refugees to dealing with internally displaced populations, migrants and returnees. The RDPP needs to stimulate an integrated and coherent approach and can be seen as an opportunity to strengthen coordination among and give direction to the EU and MS active in mixed migration and its root causes in the Horn of Africa. Based on the needs of the countries in the Horn of Africa and the gaps in current programming, activities can be supported. In the second half of 2015 the RDPP document will be drafted in more detail in close consultation with the countries in the Horn of Africa and the European consortium partners.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Assistance to migrants in transit that wish to return home	
<b>Country:</b> Netherlands Re: Morocco	<b>Partner(s):</b> IOM
<b>Thematic Area(s):</b> Voluntary return and reintegration	<b>Tags:</b> Voluntary return, reintegration, Morocco
<p><b>Summary:</b>  Since 2012 the Government of the Netherlands has been co-financing the Assisted Voluntary Return and Reintegration (AVVR) programme of IOM. The AVRR programme aims to offer vulnerable migrants stranded in Morocco and wishing to go back home, a possibility to do it in a way that assures their dignity and personal security. The programme is composed of two phases: the return phase and the reintegration phase. The former is implemented in Morocco and includes the activities related to the registration of return applicants, selection of participants, preparation of travel documents, and airport assistance flight from Morocco. The second phase starts in Morocco but is mainly implemented in countries of origin. It includes the preparation of a rough reintegration plan once the person is informed of the imminent departure, establishing contact with IOM office in the country of origin upon arrival, elaboration and submission of the final reintegration project proposal, and implementation of the reintegration activity and subsequent monitoring. Returnees' satisfaction with IOM's assistance has been evaluated as very high. Moreover, an external evaluation study (2013-2014) indicated that relevance, effectiveness and efficiency of the AVVR programme are also high. The programme has a positive impact in the country of origin, in terms of improvement of migrants' well-being and also the situation of migrant's family members. Through the reintegration component, the programme indirectly contributes to the local economies in the countries of origin, in particular on the informal sector and on a microeconomic level. The sustainability of the programme has also been evaluated as high, since most migrants mentioned that they would not leave their country again and, in the case of doing so, it would not be in the same conditions as before.</p>	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Capacity building programmes to improve the protection system for migrants and refugees	
<b>Country:</b> Netherlands Re: Various countries, including Egypt and Kenya	<b>Partner(s):</b> IOM, UNHCR
<b>Thematic Area(s):</b> Protection of human rights of migrants and refugees in transit and origin countries	<b>Tags:</b> Human rights, migrants in transit, East Africa, capacity building
<p><b>Summary:</b> Through the (co)funding of various programmes the Government of the Netherlands has been assisting transit and destination countries in the Northern half of Africa and the Middle East with their capacity in the field of migration management, including strengthening the protection system for migrants and refugees. For instance, in Kenya a programme of the International Rescue Committee supported the protection of urban refugees in Nairobi and other Kenyan cities by, among other activities, training the Department of Refugee Affairs and nearly 600 law enforcement officers. Another interesting example in this regard is the programme of IOM (Cairo) and UNHCR (2013-2014) that aimed to support efforts to protect and promote the human rights of migrants, asylum seekers and refugees along the East Africa Route, with a focus on those most vulnerable to exclusion and exploitation, such as women and children. To this end it strengthened the capacities of governmental institutions and non-governmental organizations in Egypt to uphold and monitor human rights of migrants along the East Africa Route. Furthermore, it raised awareness on safe migration and the risks associated with irregular migration among vulnerable communities in origin and transit countries and worked on sustainable and humane solutions to detained and/or stranded migrants in Egypt (advocacy and case management). Finally, the programme aimed to enhance cooperation and dialogue on migration management (in particular, “mixed flows”) between relevant actors in origin, transit and destination countries, reinforcing and building upon other recent and parallel processes.</p>	
<b>Web Links:</b>	



<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Manila Declaration to Enhance International Cooperation in Combating Human Trafficking	
<b>Country:</b> Philippines	<b>Partner(s):</b> Different embassies in the Philippines, Non-government Organizations (NGO's), International Organizations
<b>Thematic Area(s):</b> Partnerships to promote inclusion and protect the human rights of all migrants in order to achieve the full benefits of migration.	<b>Tags:</b> - Labor Migration -Protection -Empowerment and Rights of Migrants -Policy Coherence
<b>Summary:</b> The Manila Declaration to Enhance International Cooperation in Combating Human Trafficking is an initiative between the Philippines and Netherlands. The Declaration strengthened cooperation and joint responsibility of each stakeholder to prevent, detect and prosecute human trafficking as well as provide victim protection. It also calls for the urgent need for a comprehensive approach to stop the news forms of modern-day slavery.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Memorandum of Subsidiary Agreement on AAPTIP between the Philippines and Australia	
<b>Country:</b> Philippines	<b>Partner(s):</b> Australia
<b>Thematic Area(s):</b> Partnerships to promote inclusion and protect the human rights of all migrants in order to achieve the full benefits of migration.	<b>Tags:</b> -Labor Migration -Protection -Empowerment and Rights of Migrants -Policy Coherence
<b>Summary:</b> The Australia Asia Program to Combat Trafficking in Persons (AAPTIP) is a five-year program that aims to reduce the incentives and opportunities for human trafficking in the Philippines and ASEAN. Assistance will be provided to regional and regional stakeholders to achieve the following outcomes: (a) Law enforcement agencies improve the effective and ethical investigation of human trafficking cases; (b) Prosecutors improve the effective and ethical prosecution of human trafficking cases; (c) Judges and court officials improve the fair and timely adjudication of human trafficking cases; and (d) Regional bodies enhance regional cooperation and leadership on the criminal justice response to human trafficking in the ASEAN region.	
<b>Web Links:</b> <a href="http://www.apptip.org">http://www.apptip.org</a>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Education for Migrants	
<b>Country:</b> Thailand	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> Rights of Migrants	<b>Tags:</b> Migration and Education, Protection, Rights of Migrants, Migrants' Education, Migrant Workers, Displaced Persons
<p><b>Summary:</b> Thailand developed the National Education For All Plan of Action (EFA) for the period 2002-2015 to ensure that all persons shall enjoy their right to receive at least twelve years of a free, quality education provided by the government. One objective of the plan is that the provision of EFA is specifically aimed at disadvantaged groups including children without citizenship and those of an ethnic minority.</p> <p>The Ministry of Education (MOE) Regulation on Proof of Admission of Students into Educational Institutes (2004) and the Cabinet Resolution on Education for Unregistered Persons (2005) set operational guidelines related to the management of education for children in Thailand. All education institutions are duty bound to admit children of school age to study in their institutes, with or without evidence of civil registration, by using birth certificates or letters of certification of birth, or other proof issued by government authorities, or documents deemed acceptable by the MOE. In the event where the afore-mentioned evidence is missing, parents, caretakers, or non-governmental organizations can present personal history of the child, or the educational institute concerned can conduct an interview to note down details related to the personal history of the child concerned.</p> <p>The Ministerial Regulation on the Right of Persons in Providing Basic Education Through Learning Centers (2011) provides a more systematic management of education in migrant learning centers so as to enable them to attain the same standards and curricula as those in place in mainstream schools. This further helps students who graduate from such educational centers to be able to transfer to public schools or normal classrooms for higher education.</p>	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Healthcare for Different Groups of Migrants	
<b>Country:</b> Thailand	<b>Partner(s):</b>
<b>Thematic Area(s):</b> Rights of Migrants	<b>Tags:</b> Migration and Health, Protection, Rights of Migrants, Migrants' Health, Migrant Workers, Displaced Persons, Health Care, Health Insurance
<p><b>Summary:</b></p> <p>1. Migrant workers employed through bilateral MOUs</p> <p>All migrant workers are entitled to equal protection under Thai labour laws including the Labour Relations Act of 1975 and the Labour Protection Act of 1998. In addition, Thailand had signed bilateral MOUs with Cambodia, Lao PDR and Myanmar to regularize cross-border migrant workers in Thailand. The MOUs explicitly stipulate that migrant workers who entered the country under the MOUs have the same rights to those of Thai nationals and thus have access to the Social Security Scheme where employers and employees both contribute to the fund.</p> <p>2. Migrant workers registered through One-Stop Service Centers</p> <p>As part of the Government's efforts to ensure equal access to healthcare for undocumented migrant workers, the Royal Thai Government established One-Stop Service Centers (OSSC) to register undocumented migrant workers from Myanmar, Cambodia and Laos. Once registered, these previously undocumented migrant workers will be issued with a temporary work permit pending Nationality Verification process. They will also be able to purchase affordable insurance provided by the Ministry of Public Health under the Migrant Health Insurance Scheme. In addition, those who pass the Nationality Verification process are fully regularized and will be eligible for Social Security Scheme as with other migrant workers who entered the country through bilateral MOUs.</p> <p>3. Undocumented Migrant Workers</p> <p>Despite repeated attempts to regularize undocumented migrant workers, a number of migrant refuse to register and thus are not able to purchase health insurance at the One-Stop Service Centers. However, undocumented migrants continue to be provided with necessary care based on humanitarian considerations. This has resulted in a non-recoverable cost in the amount of 11,600,000 USD in 2013 alone. The Government is able to do this through efficient and innovative management of Universal Health Coverage Fund allocated for its nationals.</p> <p>4. Displaced Persons</p> <p>In order to ensure sustainable healthcare provision for displaced persons from Myanmar who make up over 130,000 of total migrants in Thailand, the Ministry of Public Health initiated a 4-year project from 2010 to 2014, in partnership with the EU and WHO to strengthen health security for displaced persons living in temporary shelters in Thailand. The main objective of the project was to develop a long-term comprehensive policy for displaced persons from Myanmar to gain fairer access to healthcare services in 4 border provinces.</p>	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Consular Partnership Program	
<b>Country:</b> United States of America	<b>Partner(s):</b> DOL's Bureau of International Labor Affairs, the embassies of Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Peru and the Philippines.
<b>Thematic Area(s):</b> Governance of Migration and Coordination of Dialogue, Rights of Migrants	<b>Tags:</b> Protection, Empowerment and rights of Migrants
<b>Summary:</b> In order to assist DOL in the protection of migrant workers employed in the United States and to help communicate with workers whom it might not otherwise be able to reach, DOL has established formal partnerships with the embassies of Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Peru and the Philippines. DOL's Bureau of International Labor Affairs which coordinates the program is working to expand these partnerships to embassies and consulates of other countries.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> Democracy, Human Rights, and Labor Foreign Assistance: Human Rights and Democracy Fund	
<b>Country:</b> United States of America	<b>Partner(s):</b> International and grassroots partners, local labor and civil society organizations
<b>Thematic Area(s):</b> Rights of Migrants	<b>Tags:</b> Capacity Building, Protection, Empowerment and Rights of Migrants
<b>Summary:</b> The U.S. Department of State's Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor (DRL) promotes the human and labor rights of migrant workers throughout the labor migration process. Through programming with international and grassroots partners, DRL currently provides Human Rights and Democracy Funds to promote safe and fair labor migration by building the capacity of local labor and civil society organizations to advocate on behalf of migrants; improving migrant workers' awareness of rights in the workplace, including freedom of association; and helping migrant workers whose rights have been violated seek remediation and, as appropriate, safe and dignified return to their families.	
<b>Web Links:</b>	

<b>Title of M&amp;D Policy or Practice:</b> DHS Office For Civil Rights and Civil Liberties Community Engagement Program	
<b>Country:</b> United States of America	<b>Partner(s):</b> DHS CRCL, Diverse Community Groups, Non-Governmental Organizations, Federal, State, and Local Government Partners
<b>Thematic Area(s):</b> Partnerships between government agencies and community groups, Rights of Migrants, Addressing civil rights and civil liberties related grievances	<b>Tags:</b> Community Engagement, Diaspora Empowerment and Engagement, Empowerment and Rights of Migrants
<p><b>Summary:</b> Public engagement with diverse American communities, including diaspora and migrant communities is a priority for DHS CRCL. CRCL’s Community Engagement Section responds to community concerns and provides information on DHS programs, activities, and issues.</p> <p>The goals of our program are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To communicate and share reliable information about federal programs and policies, including avenues for redress and complaints;</li> <li>• To obtain information and feedback about community concerns and on-the-ground impacts of DHS activities;</li> <li>• Incorporate community ideas and issues relating to civil rights and civil liberties into the policymaking process; and</li> <li>• To deepen channels of communication between communities, regional DHS leadership and federal officials in order to facilitate solution of problems.</li> </ul> <p>CRCL leads or plays a significant role in quarterly roundtable meetings among community leaders and federal, state, and local government officials in fourteen cities across the country. These roundtable discussions are a major DHS outreach and engagement effort designed to capture the issues, concerns and ideas of the communities most affected by DHS programs and policies. The roundtables bring together leaders from diverse communities including organizations representing migrant and diaspora community groups. In addition to Community Roundtables, CRCL conducts additional community engagement including town halls, and issue specific meetings. The roundtables frequently address issues of importance to migrant and diaspora communities including human trafficking, immigration, detention and removal, language access, travel screening, and suspicious activity reporting.</p>	
<b>Web Links:</b>	

**Title of M&D Policy or Practice:**

ACP-EU Migration Action

**Country:**ACP-EU Migration Re:  
African, Caribbean and Pacific  
countries**Partner(s):**Funded by the European Commission at the initiative of the ACP  
Secretariat and the European Union**Thematic Area(s):**‘Remittances’, ‘Visa facilitation’, ‘Re-  
admission’, ‘Trafficking in human beings’**Tags:****Summary:**

In 2010, the African, Caribbean and Pacific (ACP) Group of States and the European Union (EU) agreed on a Joint Declaration on Migration and Development that was endorsed by the ACP-EU Council in June 2010. In this declaration, the parties committed to strengthen and deepen cooperation in the area of migration, in particular based on three pillars:

1. Migration and Development, including issues related to diaspora and remittances;
2. Regular migration, including admission, mobility and movement of skills and services, and;
3. Irregular migration, including trafficking and smuggling, border management, return and readmission of irregular migrants.

The ACP Group of States and the EU held several cycles of dialogues at Ambassador levels which resulted in sets of recommendations that were subsequently endorsed by the joint ACP-EU Council. In order to implement such recommendations, on January 2015 the ACP-EU Migration Action was launched.

The ACP-EU Migration Action implements activities to promote these set of recommendations [visa, remittances, readmission, human trafficking] and builds on existing initiatives, partnerships and good practices. The ACP-EU Migration Action is composed of three closely interlinked and mutually reinforcing Components that address different stakeholders to reach a set of specific objectives:

1. Support governments, public institutions and policy processes linked to migration in ACP countries, with a specific focus on the follow-up to the recommendations of the ACP-EU Dialogue, through a mechanism of tailored technical support on demand, to be requested by ACP Governments;
2. Promote concrete action by Non State Actors (NSAs) in areas of priority for the ACP-EU Dialogue at the local level with the aim of improving the conditions of migrants, their families and origin/host communities, including vulnerable groups linked to the migration process, such as the children left behind by migrants abroad, returnees or communities receiving remittances;
3. Collect information and good practices related to the mutual strategic interest for the ACP-EU partnership and provide channels of dissemination, with a particular attention to monitoring progress and ensuring that the results achieved informs the ACP-EU Dialogue.

The ACP-EU Migration Action is supported by the Secretariat of the African, Caribbean, and Pacific Group of States (ACP Secretariat) and the European Commission (EC). The Action is funded by the 10th European Development Fund (EDF) and implemented by the International Organization of Migration (IOM) with a budget of approximately 10 million euro.

**Web Links:**<http://acpeumigrationaction.iom.int/>